

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30 septembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EXCOFFIER RECYCLAGE**

70 route du stade, 74 350 Villy-Le-Pelloux

Références : 20250930-RAP-InspectionExcoffierRecyclagePassy  
Code AIOT : 0003204725

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 septembre 2025 dans l'établissement EXCOFFIER Recyclage implanté chemin du Grand Clos 74 190 Passy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Suite à un incendie qui est survenu sur le site le 14 août 2025, l'inspection des installations classées avait réalisée une inspection le 19 août suivant et Madame la Préfète de la Haute-Savoie avait, par arrêté du 25 août 2025 prescrit par mesure d'urgence :

- sous un délai de 5 jours, l'évacuation des déchets de ferrailles présents dans l'établissement,
- dès la notification de l'arrêté, l'admission sur le site des seuls déchets inertes non dangereux,
- la soumission à l'avis favorable de l'inspection des installations classées de la reprise de l'admission des déchets autres que les déchets inertes non dangereux.

La présente inspection visait à vérifier le respect de ces dispositions

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXCOFFIER RECYCLAGE
- chemin du Grand Clos 74 190 Passy
- Code AIOT : 0003204725
- Régime : D
- Non Seveso, non IED

L'établissement de la société EXCOFFIER Recyclage, chemin du Grand Clos à Passy, est situé sur une ancienne dépendance de la gare SNCF de St-Gervais – Le Fayet. Destiné à accueillir des activités de tri de déchets ménagers et de déchets industriels et commerciaux non dangereux, l'établissement a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 avril 2000 au bénéfice de la SARL SET. Il a fait l'objet de deux changements d'exploitant, le 13 février 2004, au bénéfice de la Société de Location de Bennes (SLB), puis le 7 avril 2021 au bénéfice de la société EXCOFFIER Recyclage.

Les rubriques associées aux activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 ont été modifiées suite à plusieurs évolutions de la nomenclature des installations classées et des demandes de bénéfice des droits acquis ont été transmises par l'exploitant.

## Contexte de l'inspection : suite à la prescription de mesures d'urgence

### 2) Constats

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie *a posteriori*, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – La fiche de constats en partie 2-4 fournit les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Sa synthèse est la suivante :

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Maîtrise des risques et des impacts	AP de Mesures d'urgence du 25/08/2025, article 2

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Les mesures d'urgences prescrites par l'arrêté préfectoral du 25 août 2025 sont respectées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie du 14 août 2025

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 4-1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Origine et conséquences de l'incendie du 14 août 2025
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• évacuera les déchets de ferrailles présents dans l'établissement lors de l'inspection du 19 août 2025 sous un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté,</li><li>• n'admettra plus dans l'établissement de déchets autres que des déchets inertes non dangereux, dès la notification du présent arrêté et tant que les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité et de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 précités, objet de la mise en demeure de l'article 1<sup>er</sup> n'auront pas été respectées.</li><li>• La reprise de l'admission dans l'établissement de déchets autres que les déchets inertes non dangereux ne pourra intervenir qu'après avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons constaté que, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 25 août 2025 : <ul style="list-style-type: none"><li>• les ferrailles présentes dans l'établissement avaient été évacuées. Seule restait une cuve métallique posée au sol que l'exploitant nous a indiqué vouloir découper pour s'en resservir comme « contenant ». Précisons que la surface de cette cuve n'atteignait pas le seuil de classement de la rubrique 2713 fixé à 100 m<sup>2</sup>,</li><li>• aucun déchet autre que des déchets inertes non dangereux n'étaient en transit sur le site. En outre la quantité des déchets inertes non dangereux n'atteignait pas le seuil de classement de la rubrique 2517 fixé à 5 000 m<sup>2</sup>.</li></ul> <p>Précisons enfin que les déchets issus de l'incendie et constitués principalement des poutres calcinées et des ferrailles de couverture du bâtiment détruit étaient encore sur site, car l'expertise sur les causes de l'incendie se poursuit. Toutefois, ces déchets n'entrent pas dans le cadre des activités de l'établissement entrant dans le champ de la réglementation des installations classées.</p> <p>Il ressort de nos constats que les dispositions d'urgence prescrites par l'arrêté préfectoral du 25 août 2025 ont été respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative